

Unité départementale de l'Aisne
Équipe 4
25 rue Albert THOMAS
02100 SAINT-QUENTIN

Lille, le 24 JUILLET 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CLOE

Chemin de la Marnière
02690 Essigny-le-Grand

Références : CLOE24-137_Rinsp
Code AIOT : 0005104412

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2024 dans l'établissement CLOE implanté Chemin de la Marnière 02690 Essigny-le-Grand. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a lieu dans le cadre de l'instruction de la notice de réexamen de l'étude de dangers déposée en décembre 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CLOE
- Chemin de la Marnière 02690 Essigny-le-Grand
- Code AIOT : 0005104412
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Située à Essigny le Grand, la société CLOE est spécialisée dans le stockage de produits cosmétiques.

Ces stockages sont constitués de produits conditionnés sous forme de :

- générateurs d'aérosol, de déodorants (corporels secs et alcools),
- produits capillaires (laques, sprays coiffants, mousses coiffantes),
- produits cosmétiques divers (capillaires, maquillage, solaires, ...)

La société CLOE relève du régime Seveso seuil haut pour la rubrique 4320 (aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1). Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2014 pour exploiter une centrale de stockage de générateurs d'aérosols à Essigny le Grand.

Le préfet de l'Aisne a donné acte à cette société de sa déclaration de renonciation aux activités liées à la rubrique n°4331-1 de la nomenclature (stockage de liquides inflammables) par lettre du 12 août 2019.

L'entrepôt a un volume de 120 400 m³ pour une quantité maximale de produits combustibles de 5 961 tonnes. Il est composé de 4 cellules (3 cellules de stockage et une cellule de réception/expédition).

La société compte environ 34 salariés répartis entre l'entrepôt (22 opérateurs logistiques) et les bureaux.

La société HOUTCH reprendra l'exploitation du site à compter du 30/03/2024 sans changement d'exploitant qui reste CLOE.

Thème de l'inspection :

- Risques accidentels - Notice de réexamen de l'étude de dangers

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Item 3	Autre du 08/02/2017, article II. Item 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Item 7	Autre du 08/02/2017, article II. Item 7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Item 9	Autre du 08/02/2017, article II. Item 9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Item 11	Autre du 08/02/2017, article II. Item 11	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification du présent rapport.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Echéance réexamen étude de dangers	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R515-98	Sans objet
2	Item 1	Autre du 08/02/2017, article II. Item 1	Une observation à prendre en compte dans la reprise de la notice de réexamen.
3	Item 2	Autre du 08/02/2017, article II. Item 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a déposé la notice de réexamen de son étude de dangers dans le délai imparti.

Toutefois, après instruction de celle-ci et échanges avec l'exploitant sur les différents items à traiter, celle-ci nécessite des compléments.

Il s'agira principalement pour l'exploitant :

- de réexaminer l'étendue des flux thermiques 8 kW/m² qui potentiellement peuvent être à l'origine d'effets dominos internes au site et de présenter les conséquences sur l'étude de dangers de 2011;
- de mettre à jour les modélisations de dispersion des fumées toxiques en lien avec l'évolution du terme source (renoncement au stockage de liquides inflammables) ;
- de faire figurer dans la notice l'ensemble des modifications intervenues sur le site depuis la dernière notice de réexamen de 2016 et leurs conséquences sur l'étude de dangers de 2011 notamment le renoncement au stockage de liquides inflammables acté en 2019;
- de traiter l'item relatif aux retours d'expérience des exercices de mise en oeuvre des plans d'opérations internes (POI) et des plans particuliers d'intervention (PPI) si ces derniers existent;
- de conclure précisément sur la notice de réexamen de l'étude de dangers de 2011 (aucune modification, une mise à jour ou révision)

Un délai de 3 mois à compter de la réception du présent rapport est laissé à l'exploitant pour apporter les compléments attendus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Echéance réexamen étude de dangers

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R515-98
Thème(s) : Risques accidentels, Echéance réexamen étude de dangers
Prescription contrôlée : [...] II.-L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire.[...]
Constats : L'étude de dangers date de 2011, une notice de réexamen a été présentée le 29 décembre 2016 pour laquelle un don acte a été pris le 7 août 2019. Une nouvelle notice de réexamen a été déposée le 23/12/2021 conformément à la périodicité fixée à l'article R515-98 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Item 1

Référence réglementaire : Autre du 08/02/2017, article II. Item 1
Thème(s) : Risques accidentels, Référentiels professionnels de bonnes pratiques en matière de sécurité
Prescription contrôlée : Dans le cadre de ce réexamen, il est attendu de l'exploitant qu'il réalise, sous sa responsabilité, un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'EDD et/ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques.

Plus précisément, l'exploitant passe en revue :

1. Les évolutions des référentiels professionnels de bonnes pratiques en matière de sécurité.

Constats :

Ce chapitre s'est intéressé aux éléments suivants :

- code de Bonnes Pratiques de l'Industrie des Aérosols, Comité Français des Aérosols (CFA) ;
- code NFPA 30B : Code for the Manufacture and Storage of Aerosols ;
- guides internes du Groupe l'Oréal en matière de mise en oeuvre des aérosols et d'utilisation d'engins motorisés à fourche ;
- rapport INERIS Ω-4 « Modélisation d'un incendie affectant un stockage de générateurs d'aérosols »

Au regard du code de bonnes pratiques de l'industrie des aérosols et notamment les recommandations en matière de manutention, le dossier stipule :

« Pour éviter la perforation accidentelle d'un aérosol pendant la manipulation de palettes d'aérosols, les chariots en service sur le site de CLOE, dont les nouveaux chariots latéraux mis en service en 2018, sont équipés comme suit (chariots dits sécurisés) :

- fourches anti-percement ;
- fourches adaptées au sens de prise des palettes et ne pouvant dépasser du support ;
- jupe en bas de caisse, dont l'intervalle entre le sol et la jupe ne dépasse pas 30 mm pour ne pas pouvoir rouler sur les aérosols ;
- sécurisation des points d'ignition potentiels vis-à-vis d'une atmosphère explosible (étincelles électriques, électrostatiques mécaniques, parties chaudes), sans être ATEX.

Les mesures suivantes sont prises sur le site de CLOE pour éviter un départ de feu pendant la manipulation de palettes d'aérosols :

- utilisation de chariots sécurisés selon les préconisations de l'INERIS au niveau des cellules de stockage de générateurs d'aérosols ;
- utilisation de chariots ATEX zone 2 au niveau de la cellule réception/expédition pour les opérations de chargement et de déchargement ;
- chariots équipés de chaînes multibrins ou de plusieurs chaînes reliant les chariots au sol afin d'éviter les effets électrostatiques ;
- extrémité des fourches anti-percement en inox ;
- interdiction générale de fumer à l'intérieur du site.

La procédure à suivre sur le site de CLOE lors de l'éclatement d'un ou plusieurs aérosols, consécutif

à la perforation par une fourche, à la chute de cartons ou à l'écrasement par le chariot d'aérosols tombés au sol, est la suivante :

- le cariste ne doit effectuer aucune manoeuvre pour ne pas provoquer la formation d'étincelles.
- il se munit de l'extincteur portatif pour être prêt à intervenir.
- il s'écarte du chariot et empêche la circulation éventuelle d'autres chariots dans le secteur.
- il prévient ou fait prévenir le Service Sécurité.

Il est à noter que l'ensemble des opérateurs, y compris les intérimaires, sont formés à l'utilisation des extincteurs portatifs (équipiers de première intervention). »

Lors de la visite d'inspection, l'inspection a pu constater que :

- les chariots ATEX ne sont ni pourvus de fourches anti-percements, ni pourvus de jupe en bas de

<p>caisse contrairement à ce qui est mentionné dans la notice de réexamen.</p> <p>- la procédure à suivre lors de l'éclatement d'un ou plusieurs aérosols est en place, elle porte la référence INS-PM2-02-01.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Observation n°1 :</u> L'exploitant apportera les modifications nécessaires à la notice de réexamen concernant les caractéristiques des chariots en service sur son site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Item 2

<p>Référence réglementaire : Autre du 08/02/2017, article II. Item 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Les nouvelles technologies disponibles en matière de MMR</p>
<p>Prescription contrôlée : [...] Dans le cadre de ce réexamen, il est attendu de l'exploitant qu'il réalise, sous sa responsabilité, un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'EDD et/ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques.</p> <p>Plus précisément, l'exploitant passe en revue : [...]</p> <p>2. Les nouvelles technologies disponibles en matière de MMR. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour cet item , l'exploitant a traité le chapitre suivant : Nouvelles technologies disponibles permettant de réduire les potentiels de dangers à la source. Ce qui ne répond pas intégralement aux attentes</p> <p>Toutefois, la liste des MMR figure ailleurs dans la notice à l'item 8 « Dysfonctionnements portant sur les Mesures de Maîtrise des Risques »</p> <p>A l'item 4 « Nouvelles réglementations en place », le sujet est abordé au 2.4.3.4 au regard du Décret n°2020-1168 du 24 septembre 2020 relatif aux règles applicables aux installations dans lesquelles des substances dangereuses sont présentes dans des quantités telles qu'elles peuvent être à l'origine d'accidents majeurs qui fixe notamment « le réexamen quinquennal des études de dangers doit s'accompagner d'un recensement des technologies à coût économiquement acceptable permettant une amélioration significative de la maîtrise des risques. »</p> <p>Le sujet étant traité au travers d'autres items, l'inspection ne sollicite aucun complément sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Référence réglementaire : Autre du 08/02/2017, article II. Item 3
Thème(s) : Risques accidentels, Evolutions scientifiques/techniques - Substances et phénomènes dangereux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Dans le cadre de ce réexamen, il est attendu de l'exploitant qu'il réalise, sous sa responsabilité, un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'EDD et/ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques.</p> <p>Plus précisément, l'exploitant passe en revue :</p> <p>[...]</p> <p>3. Les évolutions scientifiques et techniques concernant les substances et phénomènes dangereux.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Modélisation d'incendie d'aérosols :</u></p> <p>Fin 2021, l'évolution du logiciel FLUMilog permettait de modéliser l'incendie d'une cellule de stockage d'aérosols. Les modélisations réalisées mettent en avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une réduction de l'étendue des flux thermiques 3 et 5 kW/m² pour toutes les cellules et 8 kW/m² pour D; - une augmentation de l'étendue des flux thermiques 8 kW/m² pour cellules A, B et C. <p>Il est écrit dans la notice : « Les écarts sont importants en champ proche, sur l'isoflux 8 kW/m², mais cet isoflux ne sort pas des limites de propriétés et n'est pas susceptible de provoquer des effets dominos internes. »</p> <p>Sur la cartographie de l'enveloppe des flux de la modélisation d'un incendie dans une des cellules A, B et C, l'inspection fait remarquer que les flux thermiques 8 kW/m² :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sont perçus dans les cellules contigües ; - touchent également les réserves d'eau et le local sprinkleur pour l'incendie de la cellule B. <p>L'inspection signale également des erreurs de report des distances des flux thermiques de l'incendie de la cellule D au tableau 3 en page 24 de la notice (il faut considérer la distance au milieu et non aux bords).</p> <p><u>Modélisation dispersion des fumées toxiques :</u></p> <p>Sur ce point, la notice stipule :</p> <p>"Evolution logiciel PHAST (incendie généralisé) et calcul DISFUM INERIS (1 cellule)</p> <p>Les modélisations de dispersions de fumées toxiques initiales, et la modélisation de 2016, sont basées sur l'hypothèse d'un stockage mixte aérosols + liquides inflammables, alors que le site stocke maintenant exclusivement des aérosols. De plus, la comparaison des hypothèses de composition retenues dans les rapports LCIE et INERIS avec l'inventaire maximum théorique 2021 (inventaire moyen pondéré selon les quantités maximum susceptibles d'être stockées au titre des rubriques ICPE 4320 et 1510) montre d'importantes évolutions de composition.</p> <p>Ces évolutions sont susceptibles de modifier :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la puissance de l'incendie, donc la vitesse d'émission et la dispersion des fumées ;

-la composition des fumées

Par ailleurs, l'arrêté du 24 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier, du livre V du code de l'environnement, dispose que :

Pour les installations soumises à autorisation, l'étude de dangers, ou sa mise à jour postérieure au 1er janvier 2023, mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas

d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux

de stockage (contenants et bâtiments, etc.).

Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité y compris environnementale.

Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en oeuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.

À ce jour, seule une version de travail du document de l'INERIS Évaluation de l'impact environnemental des incendies – Éléments relatifs aux émissions est parue. En l'absence de guide reconnu et validé, il n'y a pas lieu de remettre en cause l'approche suivie pour la définition des termes source dans les modélisations des dispersions de fumées noires et toxiques."

et conclut ainsi pour cet item :

"La détermination des produits de décomposition selon les guides et selon l'inventaire actuel est susceptible de modifier la définition des termes sources, donc les résultats de l'étude de danger.

Comme les guides ne sont pas encore parus, et que les modélisations déjà réalisées ne déterminent pas d'effets au sol, l'exploitant demande à pouvoir mettre à jour dans un délai de 3 mois à parution du ou des guides applicable(s) à ses activités les modélisations de dispersion des fumées toxiques"

Pour information, le guide professionnel relatif aux produits de décomposition dans le stockage et la logistique est sorti le 31/10/2022 et a été validé le 22/11/2022 par la DGPR (professionnels de la logistique et du stockage (TLF, AFILOG et UFCC)

Si la détermination des produits de décomposition n'était pas exigée au moment du dépôt de la notice de réexamen de l'étude de dangers, l'évolution du terme source (renoncement au stockage de liquides inflammables) connue lors de son dépôt n'a pas été prise en compte dans la notice de réexamen puisque de nouvelles modélisations n'ont pas été réalisées.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que la détermination des produits de décomposition avait été réalisée en août 2023 par le bureau d'études VERITAS.

Demandes à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 :

L'exploitant doit examiner l'étendue des flux thermiques 8 kW/m^2 de l'incendie dans une des cellules A, B et C, vérifier s'ils peuvent être ou non à l'origine d'effets dominos internes et le cas échéant apporter les compléments nécessaires à la notice de réexamen.

<u>Demande n° 2 :</u> Les modélisations de dispersion des fumées toxiques doivent être reprises pour prendre en compte l'évolution du terme source.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois à compter de la notification du rapport

N° 5 : Item 7

Référence réglementaire : Autre du 08/02/2017, article II. Item 7
Thème(s) : Risques accidentels, Modifications intervenues sur les installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Dans le cadre de ce réexamen, il est attendu de l'exploitant qu'il réalise, sous sa responsabilité, un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'EDD et/ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques.</p> <p>Plus précisément, l'exploitant passe en revue :</p> <p>[...]</p> <p>7. Les modifications intervenues sur les installations et procédés depuis la dernière révision de l'étude de dangers ayant un impact sur les scénarios de l'EDD.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon les éléments consignés dans la notice déposée, une seule modification serait intervenue depuis la dernière notice de réexamen EDD 2016 en cellule B sur 4 allées (B04 à B07), emplacements dédoublés en hauteur entre le sol et le premier niveau des palettiers : 228 emplacements standards ont ainsi été convertis en 456 emplacements pour des palettes de demi-hauteur, destinés au stockage des mécomptes, l'exploitant indique que cette modification reste compatible avec le référentiel NFPA30B et n'a pas entraîné de modification de l'installation sprinklage.</p> <p>L'inspection n'a pas trouvé trace de cette information de l'exploitant dans le dossier du site détenu à l'unité départementale.</p> <p>Par ailleurs, la notice n'indique pas que le site ne stocke plus de liquides inflammables dont le renoncement a été validé par donner acte du 12/08/2019. Cette modification est importante à répertorier car elle implique la suppression du Phénomène Dangereux 4b qui apparaît dans la matrice MMR de l'étude de dangers de 2011.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°3 :</u></p> <p>La notice de réexamen doit tracer la modification liée à la suppression du stockage de liquides inflammables sur le site actée en août 2019 et expliciter ses conséquences sur l'étude de dangers de 2011.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois à compter de la notification du rapport

N° 6 : Item 9

Référence réglementaire : Autre du 08/02/2017, article II. Item 9
Thème(s) : Risques accidentels, REX exercices POI et PPI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Dans le cadre de ce réexamen, il est attendu de l'exploitant qu'il réalise, sous sa responsabilité, un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'EDD et/ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques.</p> <p>Plus précisément, l'exploitant passe en revue :</p> <p>[...]</p> <p>9. Les retours d'expérience des exercices de mise en œuvre des plans d'opérations internes (POI) et des PPI.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Cet item n'est pas traité dans la notice de réexamen déposée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n° 4 :</u></p> <p>L'exploitant doit étudier l'item relatif aux retours d'expérience des exercices de mise en œuvre des plans d'opérations internes (POI) et des PPI.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois à compter de la notification du rapport

N° 7 : Item 11

Référence réglementaire : Autre du 08/02/2017, article II. Item 11
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse des risques au regard des éléments des items 1 à 10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Dans le cadre de ce réexamen, il est attendu de l'exploitant qu'il réalise, sous sa responsabilité, un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'EDD et/ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques.</p> <p>Plus précisément, l'exploitant passe en revue :</p> <p>[...]</p> <p>11. L'analyse des risques au regard des éléments cités ci-dessus.</p> <p>[...]</p>

<p>À l'issue de cette revue, l'exploitant statue sur le caractère approprié :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des MMR (de prévention ou de protection). L'exploitant se positionne sur : - le caractère suffisant, l'efficacité, la fiabilité et la pérennité des MMR existantes ; - la possibilité et l'opportunité d'en mettre en place de nouvelles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus ; - des conclusions de l'EDD, celles-ci pouvant être affectées par : les conclusions du point précédent, l'ensemble des modifications réalisées sur l'installation (leur cumul conduit-elle à remettre en cause l'analyse des risques ?), les éventuelles évolutions des connaissances concernant les substances et phénomènes dangereux... ; - de l'analyse de la compatibilité du site avec son environnement (enjeux humains existants) compte tenu des MMR et des mesures prises par les pouvoirs publics sur la base de l'EDD (plan particulier d'intervention [PPI], plan de prévention des risques technologiques [PPRT], servitudes d'utilité publique, porter-à-connaissance...). <p>Si le caractère approprié d'un de ces points est remis en cause, l'exploitant procède à la révision de l'EDD. Elle est complète ou partielle en fonction des installations concernées.</p> <p>En outre, si la compatibilité du site avec son environnement ou les aléas précédemment déterminés sont remis en cause (notamment si des erreurs sont détectées ou si ceux-ci ont évolués suite à des modifications des installations), la révision de l'EDD devra se positionner sur la possibilité de mettre en oeuvre des mesures de maîtrise des risques complémentaires et, le cas échéant, sur un échancier.</p> <p>Si le caractère approprié n'est pas remis en cause, la révision de l'EDD n'est pas nécessaire. Les évaluations précitées doivent néanmoins conduire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ou bien à n'apporter aucun changement à l'EDD ; - ou bien à apporter des adaptations mineures, auquel cas l'exploitant procède à une simple mise à jour de l'EDD. Cette mise à jour est l'occasion d'intégrer les éventuelles modifications non notables de l'installation identifiées au cours des dernières années mais non consolidées dans l'étude de dangers, et tout particulièrement les schémas et descriptions des lignes et équipements associés aux scénarios étudiés dans l'EDD.
<p>Constats :</p> <p>Le dossier conclut uniquement qu'une révision de l'étude de dangers n'est pas nécessaire, il ne se prononce pas quant à une éventuelle mise à jour.</p> <p>En effet, a minima, une mise à jour semble nécessaire au regard :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des résultats des nouvelles modélisations de la dispersion des fumées toxiques lors d'un incendie - de la suppression du phénomène dangereux 4b impliquant une modification de la matrice MMR - de la présence d'effets thermiques dominos s'ils sont confirmés
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°5 :</u> L'exploitant doit se positionner sur la nécessité ou non de mettre à jour l'étude de dangers de 2011.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois à compter de la notification du rapport</p>